

6 décembre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique en faveur de l'industrie, à Villepinte le 6 décembre 2016.

Monsieur le Ministre,
Mesdames, Messieurs,

Depuis longtemps j'avais souhaité qu'il puisse y avoir un grand salon international pour l'industrie et notamment l'industrie du futur, aujourd'hui, il y a 1 800 exposants représentant 40 pays. C'est donc un succès, le votre, d'avoir réussi à rassembler toutes ces énergies, toutes ces forces au service de ce que notre industrie peut offrir au monde entier.

C'est également un message politique qui devait être adressé parce que soutenir l'industrie ce n'est pas simplement soutenir des emplois, même si c'est un objectif que nous devons absolument atteindre et ce n'est pas simplement redresser une balance commerciale, même si c'est absolument nécessaire. Soutenir l'industrie c'est assurer à des territoires, à des bassins de vie, à des filières, à des technologies une vision à long terme.

C'est donc toute la préparation de la France à l'avenir que vous êtes ici en train de présenter et d'organiser.

L'industrie tient un rôle central dans l'histoire de notre pays. Cela a toujours été. L'histoire de ces trois derniers siècles, c'est l'histoire de l'industrie, de ses progrès, de ses mutations, et parfois de ses difficultés.

Chacun se souvient des restructurations qui ont eu lieu dans les années 90 et j'ai moi-même en mémoire des plans sociaux que nous avons pu rencontrer dès 2012, et on sait combien l'industrie, dans des territoires, peut représenter pour beaucoup de familles une fierté, un savoir-faire, une reconnaissance.

Lorsque j'ai pris les responsabilités du pays, en 2012, notre industrie représentait à peine 12% de la richesse nationale, alors qu'on le sait, en Allemagne, c'est plus du double et que dans d'autres pays il y a eu depuis longtemps une stratégie qui a été fondée sur l'industrie et les services qui lui sont liés.

Les chiffres peuvent d'ailleurs être trompeurs car il y a aussi beaucoup d'activités dans les services qui relèvent de l'industrie. Il n'empêche, la part de l'industrie dans notre pays n'avait cessé de décliner dans les années 2000. Il y avait également une perte de compétitivité qui se mesurait notamment par rapport à des coûts qui pouvaient être supérieurs à ceux de nos voisins. Il y avait une balance commerciale qui était également dégradée et des parts de marché qui s'étaient rétractées. Alors, nous avons voulu faire lucidement l'évaluation de nos forces et de nos faiblesses. Ce fut le rapport GALLOIS, et je veux encore saluer le travail qu'il a pu faire en toute indépendance pour nous dire où nous étions et où nous devions aller.

A la suite de ce rapport, qui a été présenté en novembre 2012, j'ai pris un certain nombre de décisions et notamment de reconstituer les marges des entreprises avec le crédit d'impôts compétitivité emploi. Puis, je les ai confirmées avec le Pacte de responsabilité. Cet effort, sans précédent, représente aujourd'hui 30 milliards d'euros. Il a été largement à l'origine du redressement des marges des entreprises qui ont retrouvé leur niveau d'avant la crise sans qu'il y ait la moindre perte de pouvoir d'achat puisque ce ne sont pas les salaires qui sont appelés à participer à l'effort, mais l'Etat à travers l'allègement des prélèvements.

Mais une compétitivité ce n'est pas simplement un coût de la main d'œuvre, même si aujourd'hui

mais une compétitivité ce n'est pas simplement un coût de la main d'œuvre, même si aujourd'hui nous sommes sur des niveaux comparables à ceux de nos voisins allemands, c'est également le coût de l'énergie. Il a à l'évidence baissé compte tenu de ce qui s'est produit avec les prix du pétrole et du gaz. Mais nous avons un avantage compétitif en France, c'est que le prix de l'électricité est nettement inférieur à ce qu'il est chez nos voisins européens.

En revanche, nous avons un problème de compensation des coûts du carbone pour ce qu'on appelle les industries électro-intensives, c'est-à-dire qui utilisent beaucoup d'énergie, et qui peuvent être des industries traditionnelles ou des industries du futur.

Nous avons fait en sorte que nous puissions compenser ces coûts supplémentaires de manière à ce que nos entreprises puissent également dans cette compétition être les mieux placées.

Nous avons aussi - et j'y ai tenu particulièrement- sanctuarisé le crédit impôt recherche qui n'existe nulle part ailleurs et qui représente pour les entreprises de toutes tailles, petites, de taille intermédiaire, grandes entreprises, un soutien durable à l'innovation, à la recherche, aussi bien pour l'emploi de chercheur, que pour l'investissement en machines ou que pour l'invention des produits de demain.

Cela représente 6 milliards d'euros et c'est donc en termes de comparaison fiscale, un avantage qui est du côté de la France.

J'ai également voulu, notamment ces derniers mois, qu'il puisse y avoir une incitation forte à l'investissement. J'ai introduit le mécanisme du suramortissement qui permet aux entreprises, qui vont investir ou qui ont déjà investi, de pouvoir réduire leur impôt sur les sociétés et j'ai pérennisé le mécanisme du suramortissement. Toutes les entreprises qui feront les commandes dans les prochains mois pourront toujours en avoir l'avantage.

Là aussi, c'est une condition indispensable si nous voulons avancer dans tous les domaines et en particulier l'industrie, il nous faut investir. C'est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que d'une certaine façon, les comptes publics ont été rétablis et les comptes des entreprises ont été redressés. Des marges existent aussi bien pour l'investissement public que pour l'investissement privé. Ce qui va faire la différence dans la mondialisation telle qu'on la connaît et avec une compétition qui va être de plus en plus âpre, avec la Chine, avec les pays émergents, y compris avec les Etats-Unis, surtout s'il y a une inclination protectionniste, c'est de pouvoir être les meilleurs dans la technologie, dans le savoir-faire et donc dans la spécialisation.

Longtemps on a reproché à l'industrie française d'être sur des produits courants et donc de souffrir de la comparaison en termes de coûts. Aujourd'hui, nous devons être les meilleurs, non seulement en termes de coût - nous avons fait les efforts nécessaires - mais en termes de spécialisation.

Quels sont les résultats que l'on peut déjà constater ? C'est que l'investissement repart, mais il y a aussi eu une stratégie industrielle qui a commencé en 2013, avec la Nouvelle France Industrielle, où on a identifié plusieurs grands domaines qui allaient bouleverser les champs de l'industrie, la mobilité, les objets connectés, la ville durable, l'économie du vivant, le big data. Nous avons concentré nos moyens, nos ressources, sur ces grandes priorités, de façon à ce que la France puisse disposer d'un temps d'avance et qu'elle puisse pleinement utiliser les nouvelles technologies. Ici on les voit, l'impression 3D, la réalité augmentée, la médecine qui peut être celle de demain, la maintenance prédictive, des maquettes virtuelles, la robotique, puisque en France, nous avons moins de robots que beaucoup de nos voisins.

C'est ce qui a fait naître l'usine du futur qui mobilise toutes ces innovations et notamment le numérique. Le numérique n'est pas simplement pour les entreprises nouvelles, le numérique transforme aussi complètement les industries traditionnelles et permet d'utiliser encore mieux le savoir-faire, l'intelligence et des talents avec un avantage de plus : c'est que nous pouvons localiser de l'activité avec le numérique, contrairement à l'idée reçue que cela pourrait favoriser l'installation d'usine à l'extérieur de notre territoire.

Je constate qu'aujourd'hui il s'ouvre plus d'usines en France qu'il ne s'en ferme, ce qui veut dire que non seulement il y a une création nette d'emplois mais nous installons, nous implantons des entreprises partout sur le territoire, même si hélas et c'est une souffrance pour celles et ceux qui ont à en vivre les conséquences, il y a aussi des usines qui peuvent réduire leurs activités ou

fermer.

Qu'est-ce que c'est que cette alliance pour l'industrie du futur ? D'abord c'est une alliance, c'est-à-dire un regroupement, un rassemblement, des industriels, des centres de recherche, des régions, dans l'ensemble des grands secteurs industriels de l'automobile jusqu'au ferroviaire, en passant par la chimie, l'aéronautique, bref 33 000 entreprises, plus d'un million de salariés sont concernés par cette alliance.

Nous avons aussi voulu que cette alliance qui venait du secteur privé, productif, puisse être accompagnée par l'Etat et par donc le ministère de l'Economie et des Finances, et aujourd'hui le ministère de l'Industrie. 1 000 projets ont été concernés, 2 000 PME ont été accompagnées pour leur modernisation et nous y avons consacré des ressources du programme des investissements d'avenir, c'est-à-dire ce justement pourquoi ils avaient été imaginés, non pas simplement pour soutenir des entreprises qui pourrait momentanément être en mutation, mais déjà faire un saut, une étape vers l'industrie d'après-demain.

Là encore la création de la Banque Publique d'Investissement au début de l'année 2013 a été un instrument précieux pour assurer cette mobilisation pour l'industrie du futur, puisque la BPI apporte des capitaux nécessaires pour ses développements. L'enjeu aujourd'hui à travers cette alliance, c'est de donner une image de la France qui soit celle de l'aventure, de l'excellence, de la recherche, de la technologie, d'être leader dans beaucoup de domaines. L'alliance, c'est la capacité de se rassembler, alors qu'il peut y avoir parfois des intérêts différents pour donner le meilleur visage de la France de demain en matière industrielle. L'alliance, c'est d'être capable de prendre tous les acteurs, y compris même les acteurs locaux pour les emmener vers cette grande ambition.

La France, je l'avais dit dès le début de mon propos, elle a besoin de grands projets industriels. Je suis d'une génération où les grands projets industriels, étaient l'aéronautique, le Concorde, le TGV, l'aventure spatiale. Après, il y a eu d'autres technologies qui sont apparues qui ne sont pas d'ailleurs toujours venues de France et qui viennent ici absorber une partie de notre richesse. Un grand pays comme le nôtre a besoin d'un grand projet industriel, et c'est ça l'Alliance pour l'industrie du futur. C'est très important pour que les Français aient l'espoir dans leur propre futur, c'est-à-dire pour qu'ils puissent se dire que l'industrie ne va pas disparaître, qu'elle n'est pas condamnée, qu'il n'y a pas de fatalité, qu'il y aura toujours des usines, mais des usines différentes d'aujourd'hui, des usines du futur qui utilisent des imprimantes 3D, qui utilisent le numérique, qui utilisent des robots, sans que ce soit au détriment de l'emploi. L'usine du futur, c'est cette capacité que l'on a à intégrer les meilleures technologies tout en utilisant les meilleurs savoir-faire.

Un moment, on parlait d'industrie sans usines, après, on a parlé d'usines sans ouvriers, tout ça n'a aucun sens, il n'y a pas d'industrie s'il n'y a pas d'usines, il n'y a pas d'usine s'il n'y a pas d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs pour faire en sorte que nous puissions donner le meilleur de nous-mêmes et ce qui suppose non seulement de l'investissement en matériels, en équipements, en technologie, mais de l'investissement humain. Ce qui va faire là encore la différence entre les pays développés, c'est de savoir combien nous allons investir dans le capital humain.

J'ai voulu que dans les réformes que nous avons engagées, notamment dans la loi travail, puisse être introduit le compte personnel d'activité - la formule peut apparaître abstraite. C'est de donner à chaque travailleur, à chaque salarié, les moyens, les outils, le capital même, pour se former tout au long de son existence pour s'adapter aux métiers de demain, pour trouver de nouvelles qualifications, pour pouvoir changer d'activité, pour créer sa propre entreprise, pour pouvoir avoir une élévation dans la hiérarchie de son entreprise, pour être mobile, pour avancer dans la vie.

Ce compte personnel d'activité, c'est son patrimoine, et il sera doté en fonction de l'ancienneté, et en plus, en fonction du peu de formations que certains ont reçu lors des premiers âges de la vie, parce que c'est aussi une façon de réduire les inégalités. Nous dépensons 32 milliards d'euros de formation professionnelle en France, et nous avons le devoir d'utiliser ces moyens, ces

ressources pour permettre à toutes celles et à tous ceux qui sont aujourd'hui dans l'emploi ou qui sont demandeurs d'emploi de pouvoir avoir accès aux connaissances les plus élevées et aux qualifications les plus utiles et pour répondre aux besoins de l'économie.

J'ai été frappé par un chiffre, un chômeur sur dix reçoit une formation en France. Un sur dix, alors même que beaucoup d'entreprises ont des besoins qui ne sont pas satisfaits pour trouver de la main-d'œuvre. Je suis convaincu qu'ici, beaucoup d'employeurs cherchent des qualifications et n'ont pas toujours, au moins sur le territoire, les femmes ou les hommes pour pourvoir à ces emplois. L'enjeu de la formation est donc d'abord pour les demandeurs d'emploi qui sont souvent d'ailleurs des femmes et des hommes qui ont peu de diplômes. L'enjeu, c'est aussi de faire que les salariés, les travailleurs qui sont dans l'entreprise puissent être à tout moment formés, notamment par rapport aux métiers de demain et à l'industrie du futur.

Je suis heureux aussi d'être sur ce Salon parce que vous avez voulu en faire une vitrine et qu'il y a des entreprises qui ont été consacrées parce qu'elles étaient exemplaires dans leur modernisation, exemplaires dans l'efficacité énergétique, exemplaires dans la numérisation.

Parce que c'est vrai que nous avons deux grands enjeux : comment utiliser le numérique, et comment faire en sorte que nous produisions le moins de carbone possible, et peut-être demain zéro carbone & être des plus efficaces, les plus performants et les plus utiles à la planète tout en créant des emplois. Est-ce que c'est contradictoire ? Non.

On peut même réussir à créer encore davantage d'emplois en préservant mieux la planète, on peut être plus performant en ayant des technologies qui seront sobres en carbone ou en énergie, et on peut être les meilleurs en terme commercial, si on est capable de vendre ce qu'on a été prêt à faire sur le plan politique, c'est-à-dire un accord sur le climat qui doit se transformer en potentialités industrielles. Voilà l'enjeu et il est considérable. L'industrie du futur, c'est la société du futur, c'est l'économie du futur, c'est le travail du futur, et c'est donc la France du futur.

Vous avez voulu que certaines entreprises puissent être citées, et je le fais, DAHER, qui est une ETI spécialisée dans l'aéronautique, qui a mis au point des produits particulièrement complexes. BOSCH, je vais citer BOSCH, parce que nous avons une coopération avec l'Allemagne, et que dans quelques jours, le 13 décembre, je serai avec madame MERKEL dans un sommet dédié au numérique et à l'industrie du futur, parce que j'ai voulu qu'entre la France et l'Allemagne, il y ait là aussi une alliance. Nous l'avons sur bien des points, et notamment lorsqu'il s'agit de régler des questions internationales, je pense à l'Ukraine, nous l'avons forcément cette alliance lorsqu'il s'agit, face à une Europe qui est en train de connaître une crise avec le Brexit, qui peut se défaire sous nos yeux. Oui, on a besoin d'une alliance entre la France et l'Allemagne pour, non seulement, tenir bon, affronter les questions de réfugiés dignement, et être capable de respecter nos frontières.

Mais cette alliance, elle ne peut pas être simplement, si je puis dire, défensive. L'alliance entre la France et l'Allemagne, elle doit être offensive, et notamment sur les questions de numérique et de l'industrie du futur. Je me félicite que beaucoup d'entreprises françaises et allemandes travaillent ensemble, réfléchissent ensemble et portent ensemble un certain nombre d'ambitions communes. A cet égard, l'Europe cherche toujours quel est son projet, qui ne peut plus être celui de l'après-guerre, c'est-à-dire simplement - et c'était déjà énorme - construire un espace de paix, de prospérité, ouvrir un grand marché, avoir éventuellement une monnaie à partager, et puis à vivre dans ce climat, cet espace de tranquillité apparente. Non, le monde est violent, le monde est dur, économiquement, industriellement.

Les pays émergents veulent prendre leur place, les Etats-Unis je l'ai dit sont tentés par le protectionnisme. L'Europe fait face également à des menaces extérieures liées à ce que l'on sait des guerres et du terrorisme, avec son cortège d'exilés. Alors ce que doit faire l'Europe, c'est se donner de nouvelles ambitions, et cette ambition, c'est de construire une industrie du futur, qui donne espoir à la jeunesse, qui lui permet de comprendre que l'Europe est capable de franchir des étapes, de se donner de nouveaux défis. Dans ma génération, là aussi, c'était autour du charbon, de l'acier, que l'Europe s'était reconstituée. Aujourd'hui, il n'est pas d'actualité que l'on parle du charbon. De l'acier davantage, il faut le protéger d'ailleurs par rapport à certaines

concurrents

concurrences.

Mais l'Europe, ça doit être à la fois un enjeu politique, qu'est ce que nous voulons faire ensemble, quelles sont les valeurs que nous portons et une force économique, je le répète parce que même les Européens n'en ont pas conscience, l'Europe, c'est la première puissance économique du monde, supérieure à celle des Etats-Unis et de la Chine. Alors qu'est ce que nous voulons de cette puissance économique ? Est-ce que nous essayons simplement de la faire vivre avec des croissances ralenties ou est-ce que nous essayons de lui donner une capacité d'innovation qui va faire que nous ayons un grand marché, une Autorité de régulation, une Commission qui, enfin, prenne des réglementations pour assurer la défense de notre marché par rapport à d'autres et investissent, investissent, investissent encore dans l'avenir ?

L'enjeu de l'alliance, que vous avez formée ici, va bien au-delà de la France, concerne notre relation avec l'Allemagne et implique directement l'Europe, je veux terminer sur ce que je veux faire jusqu'au terme de mon mandat. Je me suis donné comme volonté, à la fois de protéger la France, de la protéger ici, de la protéger même loin de ses frontières, de la protéger parce qu'elle est menacée, de protéger aussi ce que je conçois comme le plus important, notre cohésion, notre façon de vivre, nos libertés, mais aussi notre modèle social, ce qui fait que nous tenons les uns des autres, quelle que soit notre place dans la société. Protéger, c'est la mission que j'ai confiée aussi à Bernard CAZENEUVE comme Premier ministre, mais protéger ne suffit pas, il faut préparer l'avenir, ouvrir l'espérance dans le futur.

Préparer l'avenir, c'est investir massivement dans l'Education et dans la Recherche, préparer l'avenir, c'est avoir les infrastructures qui feront que la France sera le territoire où les entreprises, comme d'ailleurs un certain nombre de particuliers, voudront s'installer. Etre un pays attractif, investir, c'est être capable d'avoir le cadre de vie, notamment urbain, mais aussi dans notre espace rural, qui soit le plus harmonieux. Investir, préparer l'avenir, c'est aussi avoir une industrie forte, parce que nous savons bien que c'est là que les emplois de demain sont en gestation. La mission que j'ai confiée également au gouvernement, c'est d'aller jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour dans la préparation de l'avenir, parce que c'est le devoir que l'on a vis-à-vis des générations futures, parce que quelle que soit notre place dans la société, et surtout pour celui qui occupe la fonction la plus élevée, ce qui est très important, c'est bien sûr d'assurer le fonctionnement quotidien de ce qu'il a à faire, en ce qui me concerne, l'Etat, mais c'est de faire que nous ayons, et que j'ai, à chaque fois, le souci de la préparation de l'avenir et des générations futures. Merci.